Communiqué de presse
Berne, le 31 mars 2026

Un nouveau monitoring de la charge réglementaire le confirme: la bureaucratie reste la principale préoccupation des PME – l'usam réclame une réduction systématique

Le monitoring de la charge réglementaire publié aujourd'hui par le SECO souligne ce que l'usam affirme depuis des années: la bureaucratie est la principale préoccupation des PME suisses. L'organisation réclame des règles simples, des allègements clairs et un recensement objectif des charges réelles.

L'Union suisse des arts et métiers usam salue le lancement du nouveau suivi de la charge réglementaire (regmonitor.ch). Celui-ci s'appuie sur la loi fédérale sur l'allègement des coûts de la réglementation pour les entreprises (LACRE), initiée par l'usam. Ce suivi confirme les résultats du baromètre des PME de l'usam de novembre 2025: la bureaucratie reste le principal défi pour les entreprises suisses, en particulier dans le domaine des projets de construction. «Les chiffres montrent ce que nos membres ressentent au quotidien: la charge administrative ne cesse de croître et freine la compétitivité», déclare Urs Furrer, directeur de l'usam.

Recensement incomplet des charges

Bémol: le suivi recense certes le droit national formel, mais pas les coûts réels de la réglementation ni les charges liées aux attentes des autorités, aux plans d'action et aux exigences d'autorégulation. Des exemples tels que l'autorégulation dans le domaine alimentaire ou la déclaration relative à la réduction de la teneur en sucre montrent en outre que les entreprises sont de plus en plus confrontées à des exigences informelles mais contraignantes. Celles-ci remplacent souvent des bases légales claires et créent une insécurité juridique.

La compétitivité passe par des règles simples

La Suisse dispose de très peu de ressources naturelles. Notre modèle économique repose principalement sur des conditions-cadres efficaces et une charge administrative réduite. Or, la complexité des normes ne cesse d'augmenter. L'usam exige donc que les règles soient simples et claires. «Des lois simples et compréhensibles ne sont pas un luxe, mais une nécessité», déclare Urs Furrer. Des études le prouvent: les PME souffrent particulièrement d'une réglementation excessive, car elles disposent de moins de ressources pour faire face à des prescriptions complexes.

L'usam fait avancer l'allègement

Depuis la session d'hiver 2025, l'usam a lancé une série d'interventions parlementaires visant à alléger la charge administrative, notamment le frein aux coûts de la réglementation et la demande d'estimations indépendantes de ces coûts. «Nous avons besoin d'une base de données objective pour alléger la charge de manière ciblée», explique Urs Furrer. Le suivi est une première étape, mais il doit être développé davantage pour couvrir tous les facteurs de charge.

Conclusion: la réduction de la bureaucratie est une priorité

La Suisse continue certes de bien se positionner en comparaison internationale. Le classement mondial de la compétitivité de l'IMD montre toutefois clairement que d'autres pays rattrapent leur retard. Cette évolution est particulièrement importante pour la Suisse: en tant que pays prospère sur le plan économique, nous ne menons pas de politique industrielle classique et ne disposons pas de ressources naturelles notables. Notre prospérité repose donc en grande partie sur des conditions-cadres compétitives et une charge administrative aussi faible que possible.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74
Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.